OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE SOCIAL ET TERRITORIAL DE LA VENDÉE
OESTV

CONJONCTURE Internationale & nationale

Décembre 2020 - N°60

TENDANCES INTERNATIONALES

L'arrivée de vaccins contre la COVID-19 ouvre l'espoir d'un rebond vigoureux de l'économie mondiale dès 2021 ... dans un contexte toutefois empreint de nombreux aléas

2020 : une crise sanitaire et économique sans précédent

Selon les prévisions du FMI d'octobre (confirmées par celles de l'OCDE de décembre), l'activité mondiale devrait observer en 2020 un recul historique de -4,2% en raison des conséquences économiques globales et inédites de la pandémie de COVID-19. Ce choc succède à une année 2019 au cours de laquelle la croissance mondiale s'était modérée (+2,8%) au regard de celle observée en moyenne sur les 10 précédentes années (+3,8%).
À titre de comparaison, lors de la crise économique et financière de 2008-2009, l'activité mondiale ne s'était contractée "que" de -0,9% en 2009 (après avoir toutefois ralenti de +5,5% à +3,0% entre 2007 et 2008). Bien que la crise de la COVID-19 ne soit pas de même nature que celle de la fin des années 2000, la comparaison nous rappelle cependant la brutalité du choc actuel et l'ampleur de ses effets immédiats sur l'ensemble de l'économie mondiale.

Au sein des économies avancées, la récession serait plus marquée en Europe compte tenu de la sévérité de l'épisode pandémique observé en Espagne, en Italie, en France, ou encore au Royaume-Uni et des effets sur l'économie des mesures de confinement et de distanciation sociale imposées au printemps puis, de manière moins strictes, à l'automne pour faire face à la 2ème vague.
Aux États-Unis, l'absence de règles communes à l'ensemble des états dans la lutte contre la COVID-19 (certains ont imposé des mesures de confinement, d'autres non), conduirait à un recul de l'activité plus "modéré" en 2020. Cependant, l'évolution actuelle de l'épidémie, qualifiée par nombre de spécialistes d'incontrôlée (encore plus depuis Thanksgiving), laisse aujourd'hui planner de plus en plus de doutes quant à l'aggravation de ses conséquences sur l'économie pour la fin d'année 2020 et les premiers mois de 2021.

Dans les économies émergentes, seule la Chine, où l'activité est revenue à la normale plus vite que prévu après la réouverture de la majorité du pays dès le mois d'avril, profiterait d'une croissance positive de son PIB en 2020.
Chine mise à part, les autres grands pays émergents n'échapperaient pas à une récession prononcée en raison, comme ailleurs, des effets de la pandémie sur la demande intérieure mais aussi de l'affaiblissement du canal du commerce extérieur (faible demande et chute des cours des matières premières).

Vers un rebond dynamique de l'économie mondiale en 2021 ?

Après le choc du printemps, les pays de l'hémisphère nord ont tous enregistré pendant l'été un fort rebond, pour une bonne part mécanique, de leur activité économique. Ce dernier s'est toutefois assez rapidement essoufflé et, à l'entrée dans l'automne, la plupart des prévisions anticipaient une fin d'année 2020 atone où l'activité plafonnerait de 4 à 6% en deça de son niveau d'avant-crise ainsi qu'un brouillard d'incertitudes pour le début d'année 2021.

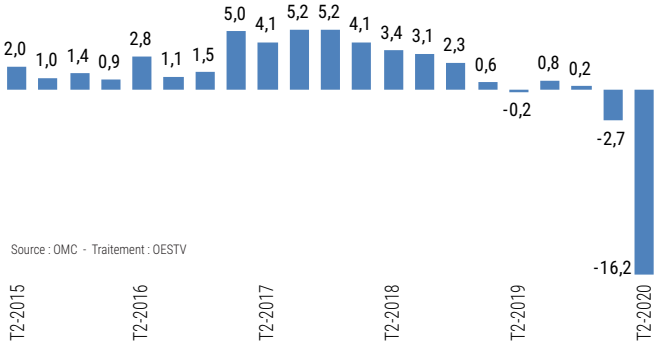
L'annonce récente de la mise sur le marché de plusieurs vaccins contre la COVID-19, au moment où la 2ème (voire la 3ème) vague se développait dans de nombreux pays, change aujourd'hui évidemment la donne en ouvrant l'espoir d'une normalisation de la situation sanitaire à l'horizon de quelques mois et d'un retour consécutif de la confiance chez les différents agents économiques.

Croissance du PIB et prévisions *(en %)*

(source : FMI - octobre 2020)	2018	2019	2020(e)	2021(p)
ZONE EURO	+2,3	+1,7	-7,6	+5,0
France	+1,8	+1,5	-9,8	+6,0
Allemagne	+1,3	+0,6	-6,0	+4,2
Espagne	+2,4	+2,0	-12,8	+7,2
Italie	+0,8	+0,3	-10,6	+5,2
Royaume-Uni	+1,3	+1,5	-9,8	+5,9
États-Unis	+3,0	+2,2	-4,3	+3,1
Japon	+0,3	+0,7	-5,3	+2,3
ÉCONOMIES AVANCÉES	+2,2	+1,7	-5,8	+3,9
Chine	+6,7	+6,1	+1,9	+8,2
Inde	+6,1	+4,2	-10,3	+8,8
Brésil	+1,3	+1,1	-5,8	+2,8
Russie	+2,5	+1,3	-4,1	+2,8
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,5	+3,7	-3,3	+6,0
MONDE	+3,5	+2,8	-4,4	+5,2

(e) (p) = estimations et projections

Échanges mondiaux de marchandises
(moy. export/import - évolution annuelle des volumes échangés en %)



Indice d'ensemble des matières premières
(CRB Commodity Index hedomadaire - au 3 décembre 2020)

Contacts : OESTV - Christophe PARREAU / Julien MOREAU - 02 51 24 83 33 - contact@oestv.fr

Néanmoins, à côté de cet espoir, de nombreuses incertitudes et aléas demeurent tant le choc a été inédit de part sa violence et sa nature. Contrairement aux précédentes crises économiques majeures, cette dernière a en effet plus particulièrement affecté des secteurs économiques habituellement beaucoup plus résilients : ceux générant des interactions sociales (transport, tourisme, activités récréatives, hébergement-restauration, commerce, ...) et ceux habituellement davantage rattachés à ce que l'on nomme communément l'économie présentielle (local, proximité, ...). À l'inverse, passé le choc du printemps, l'industrie et la construction ont, pour l'instant, plutôt bien résisté sur le reste de l'année, quelques secteurs spécifiques mis à part.

Par ailleurs, cette crise a également davantage affecté certaines populations d'entreprises : particulièrement les TPE, les PME et les indépendants. La capacité de résilience des ces dernières pose aujourd'hui beaucoup de questions alors qu'elles vont devoir pour certaines d'entre-elles, à l'horizon de quelques mois, commencer à rembourser des emprunts contractés pour traverser cette crise et/ou régulariser des reports de charges pesant sur l'année 2020.

Dans un tel contexte, de nombreux aléas pourraient effectivement peser sur la dynamique de la reprise attendue pour 2021. Derrière les probables difficultés à venir pour de nombreuses entreprises, c'est aussi le marché du travail qui est questionné (hausse du chômage, baisse du pouvoir d'achat et de la consommation), tout comme le moteur de l'investissement tant chez les particuliers que chez les professionnels, et ce malgré la mise en œuvre généralisée de plans d'urgence et de relance justement mobilisés pour limiter ces aléas.

À l'échelle mondiale, les prévisions s'accordent cependant sur un rebond global relativement vigoureux qui permettrait, dès la fin de 2021, de retrouver le niveau du PIB de fin 2019. Cette prévision d'ensemble masque toutefois des situations contrastées: le redémarrage devrait être plus lent dans les économies avancées tandis que la locomotive chinoise tirerait une bonne partie de la reprise dans le groupe des économies émergentes.

EUROPE - Situations nationales contrastées, plan de relance inédit conduit par l'UE, niveau de la dette publique et Brexit

À chacun ses talons d'Achille

Si l'Allemagne a mieux contenu l'épidémie de COVID-19 que les autres grands pays européens grâce notamment à des capacités de test plus importantes et subi, en conséquence, une période de confinement obligatoire un peu moins longue, cela n'a toutefois pas empêché l'activité outre-Rhin de reculer franchement au cours du 2ème trimestre 2020. Comme ailleurs, la demande domestique s'est effondrée de mars à mai quand, dans le même temps, le moteur industriel allemand devait faire face à un recul historique des ses commandes étrangères et à une forte perturbation de ses chaînes de valeur ajoutée fortement internationalisées.
Après un rebond mécanique de l'activité au 3ème trimestre, la fin d'année devrait être de nouveau plus compliquée en raison de la 2ème vague épidémique. En 2020, le PIB allemand reculerait de 6%, soit nettement moins que celui de ses grands voisins européens.

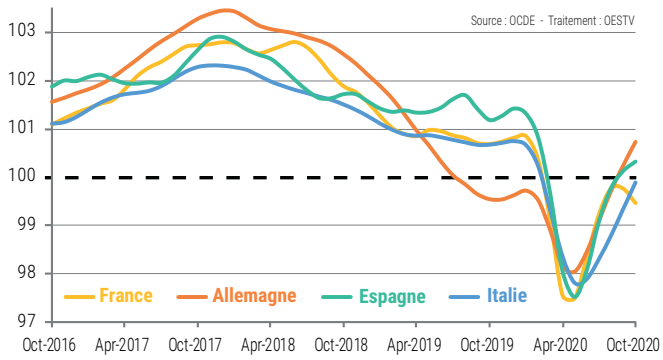
En Italie, en Espagne et en France, la pandémie a produit les mêmes effets qu'en Allemagne sur la demande intérieure lors de la période de confinement (baisse de la consommation et des investissements) ainsi que sur l'affaiblissement du canal du commerce extérieur.
Cependant, ces trois pays à forte vocation touristique ont dû également supporter, depuis le printemps, les conséquences des restrictions de déplacement ainsi que les multiples contraintes pesant sur l'ensemble des activités récréatives.

En Italie, la précocité de l'épidémie et sa sévérité ont, par ailleurs, constitué d'autres facteurs aggravants avec une asphyxie de l'économie plus longue (2 mois pleins) et plus généralisée (le confinement a en effet également concerné les activités industrielles pendant un temps).

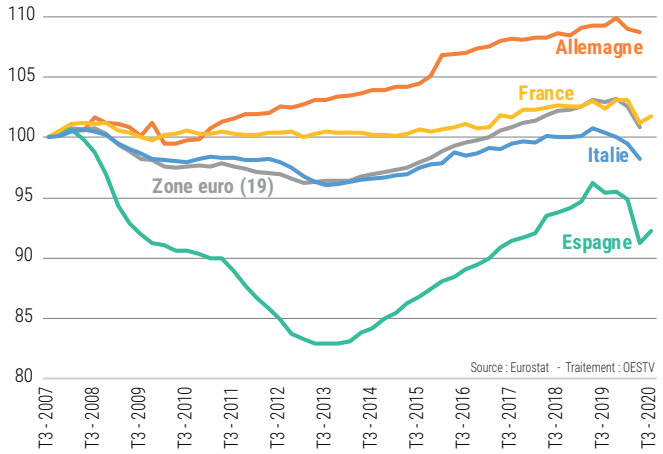
En Espagne, c'est la structure de l'emploi salarié qui a alourdi les conséquences économiques de la crise sanitaire. L'emploi temporaire y occupe en effet encore 25% des salariés contre à peine 15% en moyenne dans la zone euro. Dans un tel contexte, nombre de ces emplois ont été rapidement détruits avec pour corollaire une hausse rapide du chômage, une baisse du pouvoir d'achat prononcée et une crise sociale plus profonde.

Sur l'ensemble de l'année 2020, l'Espagne serait le pays de la zone euro le plus durement touché par cette crise avec un PIB en recul de près de 13% tandis que l'Italie observerait un repli de son activité de 10,6% et la France de 9,8%.

Climat des affaires dans l'industrie manufacturière en zone euro
(indice 100 = normal)



Emploi total en zone euro
(base 100 au T3 2007)



La construction européenne profitera-t-elle finalement de cette crise pour se renforcer ?

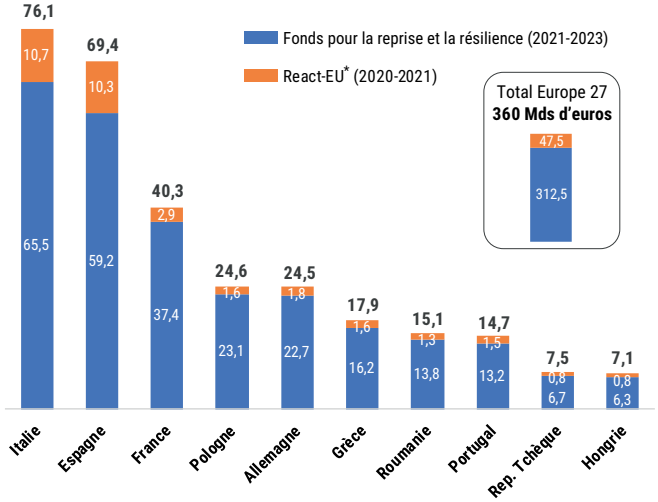
Pour faire face au caractère soudain et brutal de cette crise, tous les gouvernements ont été amenés à mettre en œuvre individuellement des plans d'urgence plus ou moins massifs (jusqu'à 10% du PIB en Allemagne hors garanties d'emprunts) et de nature proche : aides directes aux entreprises et aux ménages, couverture du chômage partiel, report d'échéances fiscales et sociales, prises de participation, ...

À côté de ces nécessaires plans nationaux, les principales économies européennes ont également réussi à convaincre, certes dans la douleur après d'interminables négociations d'abord avec le groupe des "frugaux" puis, jusqu'à la semaine passée, avec celui de Visegrád, l'ensemble des 27 de se mettre d'accord pour la mise en place rapide d'un plan de relance européen inédit : «Next Generation EU».
D'un montant de 750 milliards d'euros (390 milliards de subventions et 360 milliards de prêts), il repose sur le premier emprunt mutualisé jamais réalisé à l'échelle de l'Union européenne et est conduit par la Commission européenne qui le réalise au nom de cette dernière.
La majorité des subventions seront attribuées sur la période 2021-2023 pour relancer les économies nationales ; 1/3 des montants devant être investis dans le cadre de politiques environnementales.
Les principaux bénéficiaires de ses deux plus importants piliers seront l'Italie avec 76 milliards d'euros de subventions sur la période 2021-2023, l'Espagne (69 milliards) et la France (40 milliards).

Cet endettement mutualisé inédit, bénéficiant de la crédibilité de l'Union européenne sur les marchés et donc de taux très bas, apparaît finalement comme un véritable retour d'expérience des crises successives de la dette souveraine qui avaient ébranlé la zone euro au début des années 2010 : crise grecque en 2009-2010 puis sa diffusion à l'Irlande, au Portugal, à l'Italie et à l'Espagne, jusqu'à son pic en 2011.
La pandémie de COVID-19 ayant partout fortement grêvé les finances publiques (hausse sans précédent des déficits en 2020 en raison du coût des plans d'urgence et de la baisse des ressources fiscales), la question de la solvabilité de la dette publique de certains pays de la zone euro est revenue très logiquement au centre des craintes et des préoccupations, plus encore à un moment où de très nombreuses incertitudes, sinon inquiétudes, demeurent quant à l'impact réel de cette crise économique et sociale pour les mois ou trimestres à venir.

Enfin, est-il nécessaire de rappeler que les difficiles négociations relatives au Brexit constituent bien évidemment un autre sujet majeur pour la crédibilité de l'Union européenne. Sur ce point, les 27 ont, depuis le référendum de juin 2016, clairement fait front et joué la cohésion afin que cette sortie ne se traduise par un affaiblissement de l'UE avec un accord trop favorable pour les britanniques. Ce positionnement ferme face aux revendications souvent changeantes du Royaume-Uni conduit toutefois aujourd'hui, à quelques jours de la fin du calendrier des négociations (la sortie définitive du Royaume-Uni du marché unique et de l'union douanière sera effective au 1er janvier 2021), au retour de l'hypothèse d'un no-deal qui, pour le coup, pénaliserait les deux parties qui reste des partenaires économiques naturels. Bluff ou issue finalement possible de plusieurs années de négociation ? Les conséquences d'un tel échec seraient loin d'être négligeables des deux côtés de la Manche.

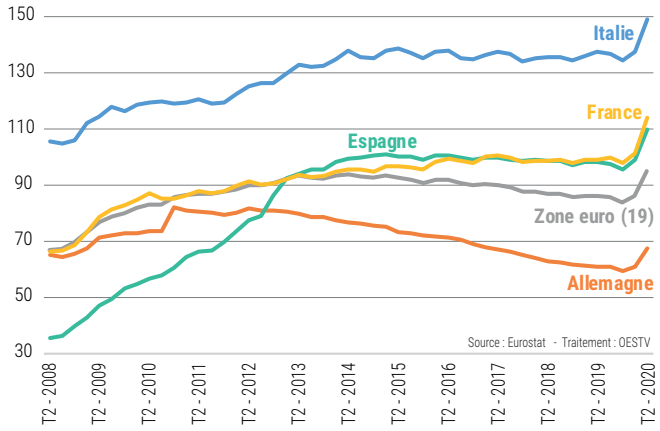
Principaux bénéficiaires du plan de relance européen
(en milliards d'euros - subventions et dotations uniquement)



* Dotations supplémentaires en faveur de la cohésion et des territoires d'Europe qui seront affectées via les fonds européens (FEDER, FSE, FEAD)

Source : Commission européenne - Traitement : OESTV

Dette publique brute en zone euro
(en % du PIB - données au T2 2020)



CONJONCTURE NATIONALE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
De nouveau en repli sur la fin d'année 2020 suite à la deuxième vague de la COVID-19

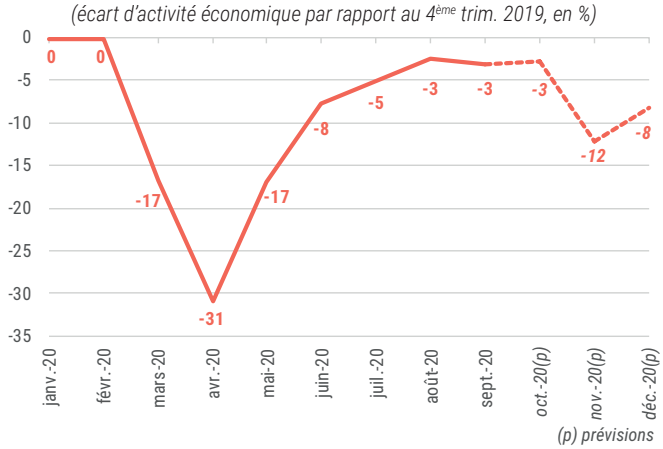
Source : Insee

Après une chute inédite de l'activité économique au 2ème trimestre 2020 de près de 19% (comparé au 4ème trimestre 2019) liée à la première vague épidémique et la mise en place de mesures strictes de confinement, l'activité a rebondi au 3ème trimestre, ramenant cet écart à -3,7%.

Avec la deuxième vague épidémique et la mise en place d'un nouveau confinement fin octobre, l'écart d'activité au niveau d'avant-crise augmenterait à nouveau au 4ème trimestre pour s'établir en moyenne à -8%. Ce deuxième confinement impacterait toutefois moins l'activité en raison de restrictions moins contraignantes (maintien de l'accueil des élèves, maintien de l'ouverture de certains magasins, ...) mais aussi de l'expérience acquise au printemps (télétravail, protocoles sanitaires, ...).

Dans le détail, les situations seraient variables selon les activités économiques : certaines composantes du secteur des services étant de nouveau très affectées (hébergement-restauration, services à la personne et transports particulièrement - voir tableau ci-dessous).

Perte d'activité mensuelle estimée puis prévue
(écart d'activité économique par rapport au 4ème trim. 2019, en %)



(p) prévisions

Mesure / estimation de la perte d'activité aux 2ème, 3ème et 4ème trimestres 2020
(écart entre l'activité économique mesurée ou estimée sur les 3 périodes considérées et son niveau d'avant crise - 4ème trimestre 2019 - en %)

Branches	Part dans le PIB (en %)	2ème trimestre	3ème trimestre	Prévision pour le 4ème trimestre
Agriculture, sylviculture et pêche	**2%**	**-1,9**	**-1,6**	**-2**
Industrie	**14%**	**-23,1**	**-6,6**	**-7**
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2%	-9,7	-1,6	-4
Cokéfaction et raffinage	0%	-17,5	-29,0	-12
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1%	-24,1	-5,6	-6
Fabrication de matériels de transport	2%	-50,9	-20,7	-19
Fabrication d'autres produits industriels	6%	-23,9	-5,7	-6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2%	-14,4	-4,2	-4
Construction	**6%**	**-31,3**	**-5,5**	**-9**
Services principalement marchand	**57%**	**-18,1**	**-4,6**	**-10**
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10%	-19,7	-3,3	-6
Transports et entreposage	5%	-29,8	-10,5	-23
Hébergement et restauration	3%	-52,6	-13,1	-49
Information et communication	5%	-10,0	-4,3	-3
Activités financières et d'assurance	4%	-10,2	-1,4	-4
Activités immobilières	13%	-3,1	0,0	-1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14%	-20,4	-5,1	-10
Autres activités de services	3%	-41,9	-14,9	-32
Services principalement non marchands	**22%**	**-15,7**	**0,6**	**-3**
TOTAL	**100%**	**-18,9**	**-3,7**	**-8**
dont principalement marchands	*78%*	*-19,6*	*-5,0*	*-9*
dont principalement non marchands	*22%*	*-15,7*	*0,6*	*-3*

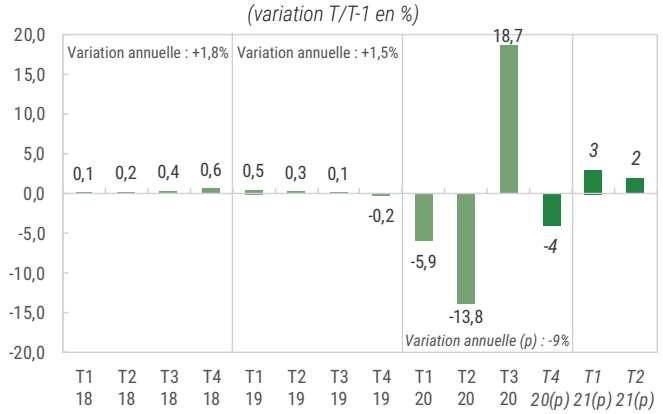
PIB en variation trimestrielle (comptes nationaux - T/T-1)

Au 3ème trimestre 2020, le produit intérieur brut (PIB) en volume a fortement rebondi à +18,7% suite au déconfinement, après les fortes baisses observées lors des deux premiers trimestres (-5,9% au 1er trimestre 2020 puis -13,8% au 2ème trimestre).

En prévision, sur le 4ème trimestre 2020, compte tenu des conséquences de la situation épidémique, il se contracterait de 4% comparé au précédent.

Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB reculerait d'environ 9% par rapport à 2019.
Sur les 6 premiers mois de 2021, dans l'hypothèse d'une stabilisation de la situation sanitaire, le PIB progresserait de +3% au 1er trimestre 2021 puis de +2% au 2ème trimestre selon l'Insee.

Variation trimestrielle du PIB français
(variation T/T-1 en %)



(p) prévisions

CLIMAT DES AFFAIRES
Nouvelle dégradation en novembre dans le contexte du deuxième confinement

Source : Insee

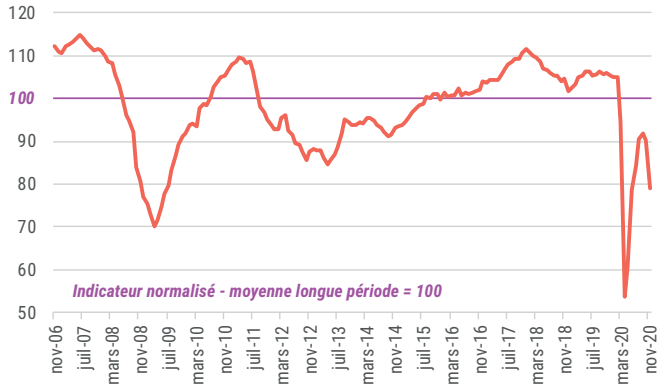
En novembre 2020, le climat des affaires s'est de nouveau fortement dégradé compte tenu de la situation sanitaire. **L'indicateur qui le synthétise**, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs marchands, **a reculé de 11 points à 79** soit son niveau de juin dernier (sans toutefois rejoindre le point bas atteint en avril à 54).

- **Industrie manufacturière :** Selon les chefs d'entreprise interrogés en novembre 2020, dans le contexte du deuxième confinement, le climat des affaires dans l'industrie s'est légèrement dégradé en raison principalement de la poursuite de la dégradation des perspectives personnelles de production. L'indicateur qui le synthétise a perdu 2 points pour s'établir à 92 toujours assez nettement en dessous de sa moyenne de long terme.

- **Commerce de détail / automobile :** Le climat des affaires s'est très fortement érodé en novembre : l'indicateur qui le synthétise perdant 23 points à 72. Cette chute brutale a toutefois été un peu moins prononcée que celle enregistrée en avril dernier (-30 points) où l'indicateur était alors tombé à son point le plus bas (60).

- **Services marchands :** D'après les chefs d'entreprise interrogés en novembre 2020, le climat des affaires s'est de nouveau nettement dégradé : l'indicateur qui le synthétise perdant 12 points à 77. Dans le contexte de ce nouveau confinement, le pessimisme des chefs d'entreprise s'est accentué qu'il s'agisse de leurs propres perspectives d'activité, de la demande prévue, ou bien, des perspectives générales d'activité du secteur. Dans l'hébergement-restauration, sous-secteur le plus affecté par le prolongement de certaines mesures sanitaires, le climat des affaires s'est de nouveau fortement dégradé (-18 points, solde à 61) en novembre.

Indicateur du climat des affaires en France



NB : l'indicateur relatif au secteur du bâtiment, bien que pris en compte dans l'indicateur global, n'est plus publié par l'Insee ces derniers mois.

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES*
Reprise au 3ème trimestre 2020 ... mais à un niveau en deçà de celui d'avant-crise

Source : Insee

***entreprises non financières (ENF)**

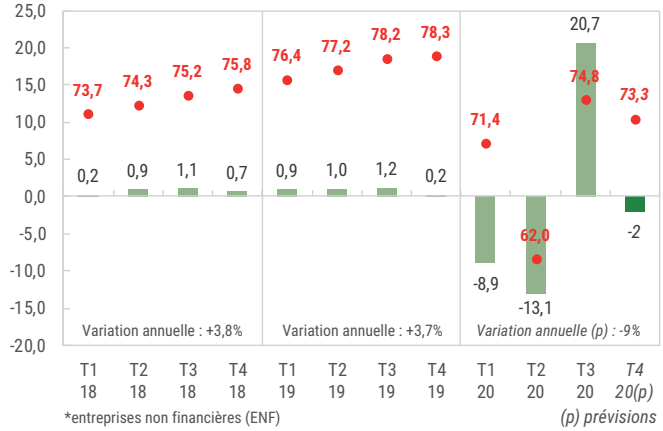
Au 3ème trimestre 2020, l'investissement des entreprises non financières s'est redressé de +20,7% comparé aux trois mois précédents après les chutes enregistrées au cours des 1er et 2ème trimestres (respectivement -8,9% et -13,1%). Sur l'ensemble de ce 3ème trimestre 2020, il s'établit toutefois en retrait de 4,3% comparé à son niveau observé pendant la même période de 2019.

Dans le contexte du deuxième confinement, l'investissement des entreprises devrait de nouveau se contracter **sur la fin d'année : -2% en prévision sur le 4ème trimestre**.

Sur l'ensemble de l'année 2020, l'investissement des entreprises décrocherait de 9%.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises*

(variation T/T-1 en % & volumes trimestriels en milliards d'€)



TAUX DE MARGE DES SNF*
Nette hausse au 3ème trimestre ... mais toujours bien en dessous de son niveau d'avant-crise

***sociétés non financières**

Source : Insee

Au 3ème trimestre 2020, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières s'est redressé de 2,4 points, après son effondrement du 1er semestre (-3,8 points au 1er trimestre et -1,7 point au 2ème trimestre). Cette hausse est principalement imputable au rebond de la valeur ajoutée au 3ème trimestre (+23,3% après -17,3%).

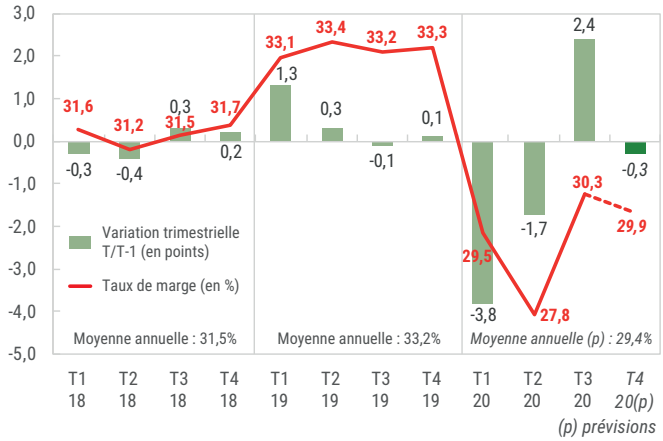
Au 3ème trimestre 2020, le taux de marge s'est établi à 30,3%, soit à un niveau toujours nettement inférieur à celui d'avant-crise (33,2% en moyenne sur l'année 2019).

En prévision sur le 4ème trimestre 2020, avec la résurgence de l'épidémie, le taux de marge diminuerait, mais moins fortement qu'au printemps toutefois, pour s'établir à 29,9% en fin d'année (-0,4 points).

En moyenne sur l'année 2020, le taux de marge s'établirait à 29,4%.

Taux de marge des sociétés non financières

(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES
Rebond au 3ème trimestre 2020 … après le net repli du 2ème trimestre

Source : Insee

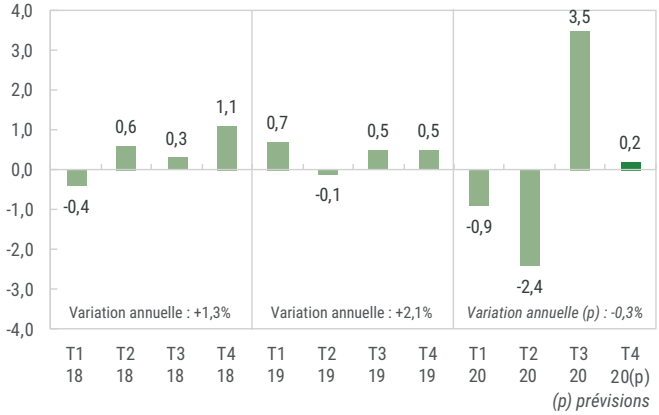
Le revenu disponible brut[1] des ménages s'est fortement redressé (+3,7% après -2,6%) sur le 3ème trimestre 2020 en raison essentiellement de la forte hausse de la masse salariale (reprise de l'emploi). Dans le même temps, les prix de la consommation des ménages ne sont que légèrement repartis à la hausse (+0,2% après -0,3%).
En conséquence, **le pouvoir d'achat du revenu disponible brut[2] a rebondi au 3ème trimestre 2020** de +3,5% après une baisse notable lors du trimestre précédent (-2,4% au 2ème trimestre).

En prévision sur le 4ème trimestre 2020, le pouvoir d'achat du RDB marquerait à nouveau le pas à +0,2% (+0,4% pour le revenu disponible brut et +0,2% pour les prix de la consommation des ménages).

Sur l'ensemble de l'année 2020, le pouvoir d'achat diminuerait de -0,3%.

*(1) **le revenu disponible brut (RDB)** est le revenu qui reste à la disposition des ménages une fois déduits les prélèvements sociaux et les impôts.*
*(2) **le pouvoir d'achat du revenu disponible brut** est le rapport du revenu disponible brut au prix de la consommation des ménages.*

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut
(variation T/T-1 en %)



TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES
Fort infléchissement au 3ème trimestres 2020 … il devrait toutefois remonter à nouveau sur la fin d'année en raison du nouveau confinement

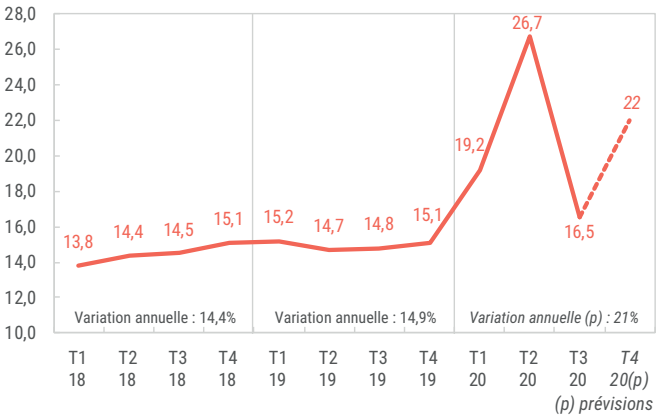
Source : Insee

Après avoir atteint un niveau historique au 2ème trimestre 2020 à 26,7% (effet de «l'épargne forcée» lors du premier confinement), **le taux d'épargne des ménages français a reculé nettement au 3ème trimestre pour revenir à 16,5%,** soit à un niveau encore supérieur au niveau moyen de 2019 (14,9%).
Selon les chiffres de l'OFCE, ce sont 55 milliards d'euros qui ont été épargnés pendant le confinement du printemps puis 20 milliards supplémentaires pendant les mois qui ont suivi.

En prévision sur la fin d'année, le taux d'épargne devrait de nouveau progresser (à près de 22%) pour les mêmes raisons qu'au printemps.

Sur l'ensemble de l'année 2020, il s'établirait à en moyenne à 21%, soit 6 points de plus qu'en 2019.

Taux d'épargne des ménages



INVESTISSEMENTS DES MÉNAGES
Rebond au 3ème trimestre 2020 … après l'effondrement du 1er semestre

Source : Insee

L'investissement des ménages (essentiellement en logement : achat et entretien-amélioration) **s'est fortement redressé au 3ème trimestre 2020 de +31,9%** après les très lourdes baisses enregistrées aux 1er et 2ème trimestres (respectivement -14,2% et -17,6%).

La deuxième vague épidémique et le confinement qui en résulte depuis fin octobre devraient toutefois à nouveau contracter l'investissement des ménages *sur la fin de l'année* (**prévision à -4% sur le 4ème trimestre**). **Sur l'ensemble de l'année 2020, l'investissement des ménages reculerait de 15%.**

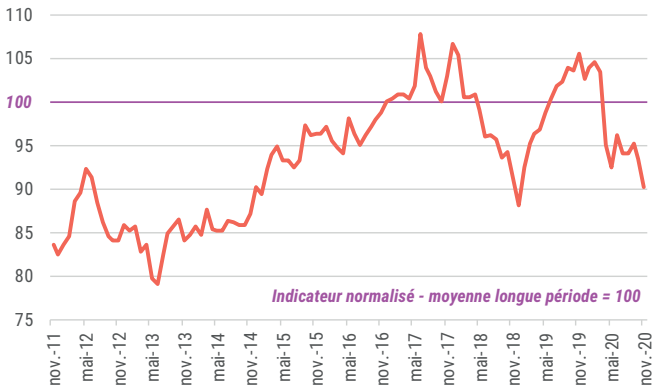
MORAL DES MÉNAGES
En forte baisse en novembre 2020 à son plus bas niveau depuis décembre 2018

Source : Insee

En novembre 2020, la confiance des ménages dans la situation économique a nettement reculé : l'indicateur qui la synthétise a perdu 4 points par rapport à octobre pour s'établir à 90, soit son plus bas niveau depuis décembre 2018 (crise des gilets jaunes).

En synthèse, l'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle continue de se dégrader (-5 points), tout comme celle relative à leur capacité d'épargne actuelle (-3 points).
La part des ménages estimant qu'il est opportun d'épargner augmente à nouveau (solde à +3 points) bien au-dessus de sa moyenne.
Les ménages sont également moins nombreux à anticiper une amélioration du niveau de vie pour l'année à venir : le solde correspondant perd 9 points, très nettement en-dessous de sa moyenne.
Enfin, les craintes concernant le chômage s'accentuent encore un peu plus en novembre : le solde correspondant gagne 4 points et atteint son plus haut niveau depuis juin 2013.

Indicateur du moral des ménages en France



CONSOMMATION DES MÉNAGES
Un deuxième confinement qui pèse de nouveau sur la consommation

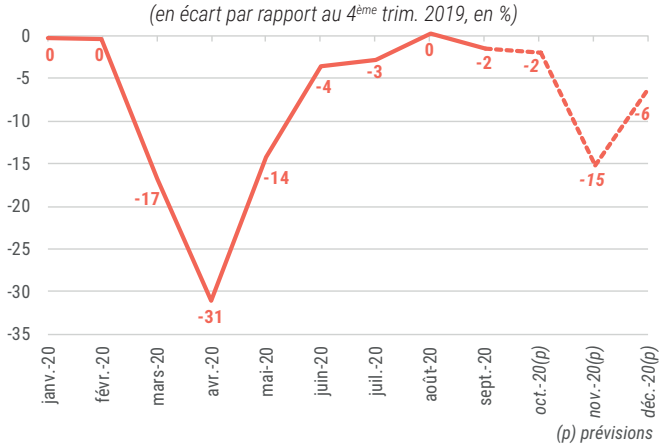
Source : Insee

Après s'être maintenue au 3ème trimestre 2020 à un niveau très proche de celui d'avant la crise (-2%), la consommation des ménages se serait maintienue en octobre (-2%).

En novembre, l'estimation de l'écart de consommation par rapport à la normale s'amplifierait (-15%) en lien avec le second confinement. Cette érosion demeurerait toutefois moitié moindre que celle enregistrée en avril (-31%) : les mesures de confinement étant en effet globalement moins contraignantes et la consommation profitant également de la poursuite de la forte dynamique des ventes en ligne.
Comme au printemps, les postes de consommation les plus affectés concerneraient les dépenses de carburant, les achats de biens manufacturés non essentiels et, du côté des services, les dépenses d'hébergement et restauration, de services de transport et de loisirs *(voir tableau ci-dessous)*.

En prévision pour décembre, l'allègement graduel des mesures de restrictions sanitaires conduirait à un redressement progressif de la consommation : elle serait inférieure de 6% à son niveau d'avant-crise.

Consommation mensuelle estimée et prévue
(en écart par rapport au 4ème trim. 2019, en %)



Estimation de l'écart de niveau de consommation des ménages par rapport au niveau d'avant-crise
(en écart au 4ème trimestre 2019 - en %)

Branches	Part dans la consommation	2ème trimestre	3ème trimestre	Prévision pour le 4ème trimestre
Agriculture, sylviculture et pêche	**3%**	**-5**	**-5**	**-4**
Industrie	**44%**	**-14**	**1**	**-4**
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15%	4	0	2
Cokéfaction et raffinage	4%	-29	-5	-13
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3%	-8	11	6
Fabrication de matériels de transport	6%	-35	1	-10
Fabrication d'autres produits industriels	12%	-25	3	-8
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4%	-1	3	2
Construction	**2%**	**-24**	**0**	**-10**
Services principalement marchand	**46%**	**-21**	**-6**	**-14**
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1%	-24	2	-6
Transports et entreposage	3%	-72	-27	-46
Hébergement et restauration	7%	-64	-17	-50
Information et communication	3%	-7	-4	-3
Activités financières et d'assurance	6%	1	1	1
Activités immobilières	19%	1	2	2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2%	-20	-8	-7
Autres activités de services	4%	-40	-14	-36
Services principalement non marchands	**5%**	**-22**	**3**	**-2**
TOTAL	**100%**	**-16**	**-2**	**-8**

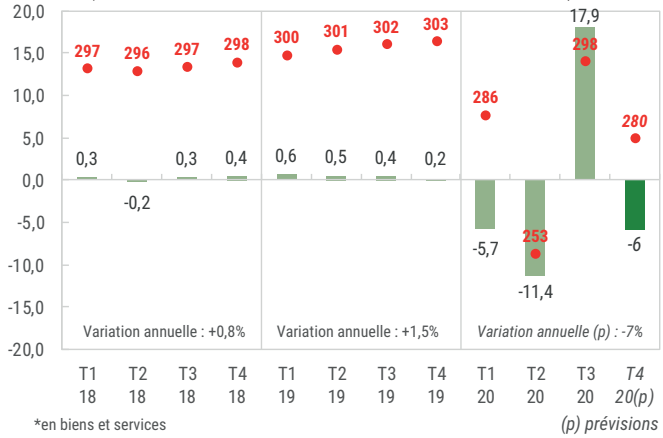
Consommation des ménages en variation trimestrielle
(comptes nationaux - T/T-1)

Au 3ème trimestre 2020, les dépenses de consommation des ménages ont fortement rebondi de +17,9%, après -11,4% au 2ème trimestre et -5,7% sur les trois premiers mois de l'année. Dans le détail, la consommation de services s'est reprise à +20,4% (après -16,2% et -5,6%) tout comme celle en biens à +16,6% (après -7,0% et -6,8%).

En prévision sur la fin d'année 2020, la consommation des ménages se contracterait de 6% par rapport au 3ème trimestre compte tenu des conséquence de l'aggravation de la situation sanitaire.

En moyenne sur l'année 2020, la baisse de la consommation serait de 7% comparé à 2019.

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages
(variation T/T-1 en % & volumes trimestriels en milliards d'€)



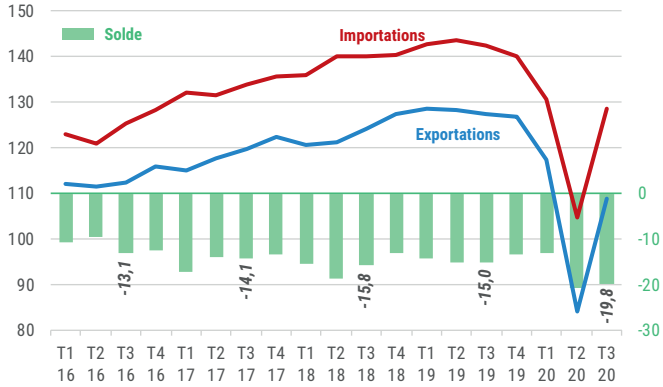
*en biens et services

(p) prévisions

COMMERCE EXTÉRIEUR
Redémarrage des flux commerciaux au 3ème trimestre 2020 … sans pour autant retrouver les niveaux passés

Source : Douanes

Solde commercial en France
(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en milliards d'€)



Au 3ème trimestre 2020, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) **s'est légèrement réduit (-4,8%) comparé aux trois mois précédents pour s'établir à 19,8 milliards d'euros.** Pour rappel, notre déficit commercial avait bondi de +58% au 2ème trimestre.

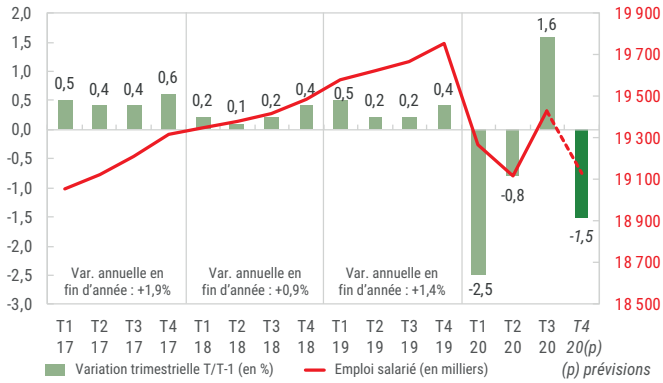
Les exportations (à 108,9 Mds€) ont rebondi de près de 30% au 3ème trimestre 2020 après -28,5% au 2ème trimestre. Les ventes de produits manufacturés ont tiré la croissance des exportations, en particulier les ventes automobiles (+132%) vers les pays européens, ainsi que celles des produits aéronautiques (80%).
Dans le même temps, nos importations (128,7 Mds€) se sont également fortement redressées de +22,8% après -19,8% au 2ème trimestre.
Malgré la dynamique en partie retrouvée de nos échanges commerciaux, les montants exportés et importés au 3ème trimestre 2020 sont restés inférieurs à ceux d'avant-crise (respectivement 86% et 92% de leur niveau du 4ème trimestre 2019).

En prévision pour l'ensemble de l'année 2020, Xerfi table sur une baisse de -16,5% pour les exportations et -12,7% pour les importations. Le déficit commercial de la France devrait ainsi atteindre 70 Mds€, soit le deuxième pire résultat historique pour le commerce extérieur français (le déficit le plus important datant de 2011 à 75 Mds€, année cependant sur laquelle le cours moyen du baril de pétrole avait été de 111$ contre 42,5$ sur les 11 premiers mois de 2020).

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ
Redressement sur le 3ème trimestre 2020 après la chute inédite du 1er semestre

Source : Insee

Évolution de l'emploi salarié privé *(données cvs)*



Selon l'Insee, l'emploi salarié privé a fortement rebondi sur le 3ème trimestre 2020 à +1,6%, soit un gain de 312 400 postes. Cette hausse fait suite à une baisse historique observée au 1er trimestre (-2,5%, soit une perte de 486 900 postes) puis à un repli de -0,8% au 2ème trimestre (-146 800 postes).
Malgré ce net rebond, l'emploi salarié privé demeure bien en dessous de son niveau de fin 2019 (-321 300 postes, soit -1,6%). **À fin septembre 2020, la France comptait 19,431 millions d'emplois salariés privés, soit un niveau comparable à celui de fin septembre 2018.**

Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité au 3ème trimestre 2020

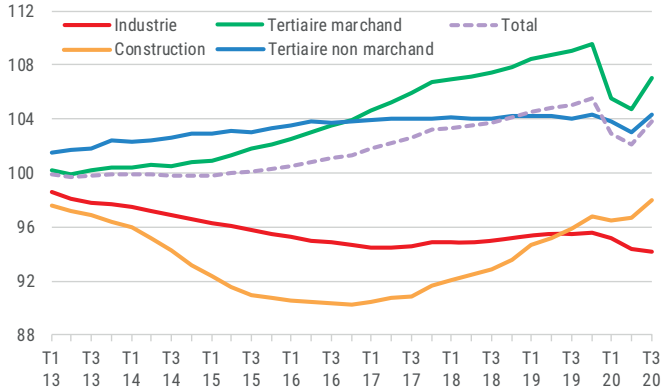
- **Dans l'INDUSTRIE,** l'emploi s'est de nouveau replié de -0,2% (-7 500 postes) après -0,8% au 2ème trimestre (-26 300 postes) et -0,3% au 1er trimestre (-10 700 postes).
À fin septembre 2020, la France comptait 3,080 millions de salariés privés dans l'industrie, **en baisse de 44 200 postes sur un an (-1,4%).**

- **Dans la CONSTRUCTION/BTP,** l'emploi salarié privé a accéléré sa progression au 3ème trimestre 2020 avec un gain de 18 800 postes (+1,3%), après +2 800 postes au 2ème trimestre (+0,2%) et -3 300 postes au 1er trimestre (-0,2%).
À fin septembre 2020, la France comptait 1,445 million de salariés dans le secteur de la construction, **en hausse de 30 100 emplois sur un an (+2,1%).**

- **Dans le TERTIAIRE MARCHAND,** les effectifs ont fortement rebondi au 3ème trimestre 2020 de +2,3% (gain de 271 200 postes), après -0,8% au 2ème trimestre (-99 700 postes) et surtout -3,7% au 1er trimestre (-456 300). L'emploi intérimaire a, pour sa part, nettement augmenté au 3ème trimestre (+22,8%, soit un gain de 131 600 intérimaires) pour le deuxième trimestre consécutif (+22,9%, soit +107 800 postes au 2ème trimestre), et ce après la chute inédite du début d'année (-40,4% pour une perte de 318 000 postes).
À fin septembre 2020, la France comptait 12,120 millions de salariés dans le tertiaire marchand, **en repli de 217 000 postes sur un an (-1,8%) dont 81 100 intérimaires (-10,3%).**

- **Dans le TERTIAIRE NON MARCHAND,** les effectifs se sont également redressés au 3ème trimestre 2020 de +1,2% (soit un gain de 30 600 postes) après les baisses enregistrées sur le 2ème trimestre (-0,7%, soit -18 200 postes) et le 1er trimestre (-0,5%, soit -13 500 postes).
À fin septembre 2020, la France comptait 2,501 millions de salariés dans le tertiaire non marchand, **en hausse de 7 500 postes (+0,3%) sur un an.**

Évolution de l'emploi salarié privé par secteurs *(base 100 au T4 2010)*



En prévision pour la fin d'année 2020, le solde des emplois salariés privés devrait de nouveau se contracter de 300 000 postes environ compte tenu du contexte sanitaire et économique. Selon Xerfi, l'emploi poursuivrait son décrochage au 1er trimestre 2021 ce qui pourrait porter les destructions d'emploi à plus d'un million comparé au niveau d'avant crise (fin 2019).

CHÔMAGE

Après le pic historique d'avril, le nombre de demandeurs d'emploi poursuit sa baisse tout en restant nettement au-dessus de son niveau de début 2020

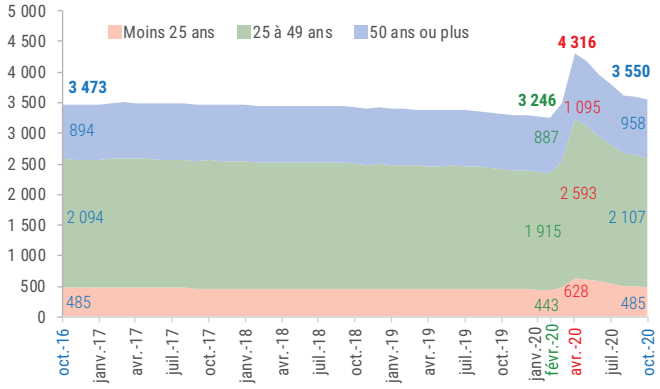
Source : Insee / DARES

Selon Pôle emploi - DARES, **le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est établi à fin octobre 2020 à 3,55 millions de personnes en France métropolitaine,** en repli de 1,6% comparé à septembre (56 600 DE de catégorie A en moins).
Si le nombre de demandeurs d'emploi recule en continu depuis le pic inédit de mars-avril (+7,5% en mars et +23,7% en avril), il reste cependant encore largement au-dessus de son niveau de février 2020 (supérieur de près 10%, soit 304 000 DE en plus).

À fin octobre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi pour chaque catégorie d'âge reste donc nettement supérieur à celui observé fin février :

- ⇨ +9,5% pour les -25 ans (+42 200 DE)
- ⇨ +10% pour les 25/49 ans (+191 600 DE)
- ⇨ +7,9% pour les +50 ans (+70 300 DE).

Demandeurs d'emploi de catégorie A *(France métropolitaine - en milliers)*



Après une baisse en trompe-l'oeil* liée au confinement, le taux de chômage au sens du BIT connaît logiquement une très forte hausse au 3ème trimestre

** du fait du confinement, un grand nombre de personnes sans emploi, même souhaitant travailler, n'étaient plus en capacité d'effectuer des démarches de recherche active d'emploi et donc ne vérifiaient plus les critères du BIT pour être comptabilisées comme chômeurs.*

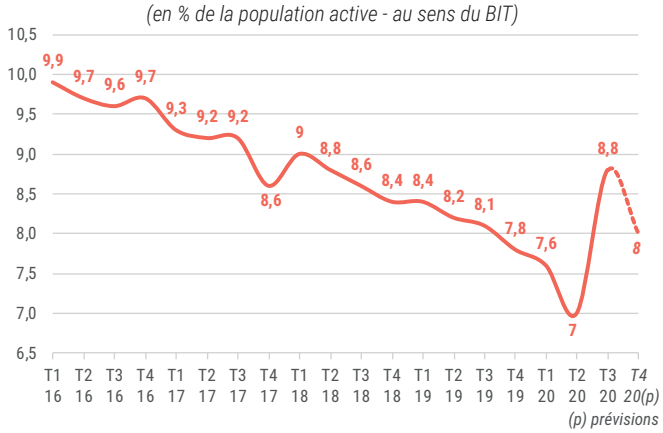
Le 3ème trimestre 2020 marque un retour à la normale concernant les comportements de recherche d'emploi et enregistre de ce fait une forte augmentation du taux de chômage : **+1,8 point comparé au trimestre précédent, soit désormais 8,8% de la population active.**

Comparé à son niveau d'avant-crise (4ème trimestre 2019), le taux de chômage s'inscrit aujourd'hui en hausse de 1 point. Cette hausse concerne toutes les catégories d'âge :

- ⇨ 21,3% pour les -25 ans (+1,9 point)
- ⇨ 8,2% pour les 25/49 ans (+1,1 point)
- ⇨ 5,9% pour les +50 ans (+0,3 point).

En prévision sur le 4ème trimestre 2020, le taux de chômage observerait de nouveau une baisse en trompe-l'oeil d'environ 1 point pour les mêmes raisons qu'au printemps (*).

Taux de chômage en France métropolitaine
(en % de la population active - au sens du BIT)



OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE SOCIAL ET TERRITORIAL DE LA VENDÉE

OESTV

Partenaires financeurs de l'OESTV

Crédit Mutuel

CRÉDIT AGRICOLE ATLANTIQUE VENDÉE

CIC Ouest

CCI VENDÉE

Association des Maires et Présidents de Communautés de Vendée

Maison des Communes

ORYON

VENDÉE LE DÉPARTEMENT

Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- MEDEF Vendée
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- U2P Vendée
- UIMV

- CC de l'Île de Noirmoutier
- CC du Pays de Fontenay-Vendée
- CC de Terres de Montaigu
- Roche-sur-Yon-Agglomération
- Les Sables d'Olonne

- SEM les Sables d'Olonne Developpement
- Société Publique Régionale Pays de la Loire

- Banque Palatine
- Banque Populaire Grand Ouest
- BDO Atlantique
- Bpifrance
- BTP CFA Vendée
- Cabinet FIDAL
- Caisse d'Épargne Bretagne - Pays de la Loire
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- Cougnaud Construction
- COVAP
- E.Leclerc - SAS PSV Distribution
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ENEDIS
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon

- Groupe ATLANTIC
- Groupe DUBREUIL
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- Groupe Vendée Caisse d'Épargne
- HERIGE
- ICES
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- MEDIAPILOTE
- MDEDE 85
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SODEBO
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh

réalisé par l'équipe de l'OESTV

Christophe PARREAU - Directeur - **Julien MOREAU - Chargé d'études**

christophe.parreau@oestv.fr julien.moreau@oestv.fr

OESTV - 16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 24 83 33 - **mail :** contact@oestv.fr

Internet : www.oestv.fr - **Twitter :** @oestv

© 2020 - Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée